

Démocratie au bord de la crise de nerfs : tous contre tous, une coproduction Macron-Mélenchon et les autres ?



Le spectacle violent qu'a offert Jean-Luc Mélenchon le jour des perquisitions menées notamment chez lui et au siège de LFI pourrait cacher un malaise bien plus profond et plus inquiétant pour notre démocratie.

Avec Yves
Michaud

Atlantico : En quoi la perte de contrôle de [Jean-Luc Mélenchon et son équipe](#), cette forme de victimisation, est-elle le symptôme de quelque chose de grave qui est en train de s'installer dans notre démocratie ?

Yves Michaud : D'abord je ne suis pas certain qu'il s'agisse de perte de contrôle. Mélenchon est un grand comédien, passablement hystérique comme tous les leaders populistes et/ou fascistes. Il a utilisé les moyens les plus contemporains d'ameuter le public à travers des applications comme Snapchat, Twitter, WhatsApp ou Facebook live. Il y a dix ans, il n'aurait jamais pu techniquement faire ce qu'il a fait et aurait été inculpé illico pour menaces et violences sur les forces de l'ordre et les magistrats.

Ce qui est grave est que Mélenchon reprend ainsi et légitime les tactiques des prétendus « journalistes » ou reporters freelance qui suivent les manifs, les évacuations de ZAD ou les émeutes et guet-apens de banlieue comme des mouches. Ça vaut aussi d'ailleurs pour les viols collectifs comme à Balma dans la banlieue de Toulouse récemment. On est dans un monde de spectacle, de communication et de provocation et tout le monde peut songer à en faire autant. Je me demande cependant si on ne devrait pas raisonner à l'envers : Mélenchon ne se conduit-il pas comme un voyou de banlieue ordinaire ? Qui imite qui ?

Du point de vue de la gravité, maintenant, cela signifie, hélas, que la police et la magistrature (et au delà toutes les « autorités ») n'ont plus d'autorité et doivent constamment justifier leurs pratiques et leurs procédures. C'est évident sur les vidéos de la perquisition : Mélenchon bouscule et provoque verbalement les policiers et le procureur. Ceux-ci doivent garder leur sang-froid et subir les insultes car ils savent ce qu'ils risquent en cas de dérapage. Je ne pense pas que notre leader populiste pourrait faire ça une minute en Grande-Bretagne, pour ne rien dire des USA.

Comment est-on passé d'un monde de vivre ensemble, à une population atomisée ou chacun se sent comme une victime vis-à-vis des autres (les riches trouvent qu'ils payent trop d'impôts, les pauvres pensent que les riches ont trop d'avantage, [la justice paraît politisée](#)...)?

Il y a tellement de choses à dire que je serai certainement schématique.

Il y a d'abord l'effondrement des clivages nets de classes sociales, avec la disparition de la classe ouvrière. On a affaire aujourd'hui à

des clivages entre français qui sont multiples et ne se recoupent pas : riches-très riches- moyens-pauvres-très pauvres-très très pauvres ; de souche-d'origine immigrée ; exposés à la précarité professionnelle-ou à l'emploi plus ou moins protégé ; éduqués-peu éduqués- ignorants complets ; ados-jeunes-vieux- très vieux ; urbains-ruraux-périphériques ; exposés à l'insécurité-plus ou moins à l'abri de la violence, etc.

Là dessus, a opéré, au nom du socialisme « bienveillant » une politique de l'Etat-providence hyper-catégorielle : au nom des différences, chacun avait et a encore droit à quelque chose de différent. L'Etat devient un Etat guichet au pied duquel on fait la queue en regardant avec agressivité le voisin de peur qu'il ait droit à plus, ou trop, ou mieux. Cela vaut des aides sociales comme des niches ou des incitations fiscales.

Résultat, une atomisation de la société, avec des « recouvrements de luttes » surprenants comme lorsqu'on trouve des fonctionnaires pauvres se reconnaître dans le populisme de droite, des anciens communistes dénoncer les français d'origine immigrée, des « racialisés » faire cause commune avec des transgenres. Les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux (NMS) des années 1970-80 comme Alain Touraine, les disciples de Foucault ou Deleuze parlant de transversalité des luttes sont complètement dépassés et l'on parle maintenant d'intersectionnalité des luttes pour qualifier ces curieuses alliances, temporaires et fragiles, qui rassemblent des revendications catégorielles atomisées. « Nuit debout » est typique de cette intersectionnalité à durée de vie limitée.

Doit-on parler d'une crise de la citoyenneté ?

Ce me semble évident et c'est précisément ce dont j'ai traité aussi bien dans Contre la bienveillance de 2016 (Stock) que dans son prolongement Citoyenneté et loyauté de 2017 (Kero). Beaucoup de gens ne savent plus de quelle communauté ils sont citoyens. Il y a les expatriés professionnels transnationaux, beaucoup plus nombreux qu'on croit, les expatriés fiscaux riches au Luxembourg ou en Belgique avec leur argent, les bi-nationaux, très nombreux, notamment chez les Français d'origine immigrée, ceux qui font primer leur appartenance religieuse et veulent que tout soit hallal, ceux qui ne se sentent citoyens français qu'au moment des victoires sportives, ceux qui ont leur République Nuit-debout, ceux qui ont leur identité Jeanne d'Arc-Puy du fou, etc. Et tout ça, contrairement à ce que dit la chanson, ne fait pas d'excellent français mais des consommateurs de droits et de prestations, des spécialistes de la débrouille pour attraper ce qui leur convient, des égoïstes raidis sur leur « identité », aucune n'étant pareille. Je me souviens d'une séance sur le communautarisme que j'avais faite dans un lycée professionnel marseillais il y a plus de dix ans. J'avais demandé aux ados : « et vous, votre identité c'est quoi ? ». Ils m'avaient répondu avec un accent pagnolesques à couper au couteau : « on est marseillais et musulmans ». Heureusement encore qu'il y avait l'OM pour faire le ciment civique...

Emanuel Macron, à force de se poser en rempart de la démocratie n'accentue-t-il pas la problématique ? Notamment avec cette sémantique progressiste contre nationaliste ?

Je suis un peu las de voir tout mettre sur le dos de Macron. Il fait certainement des sottises, surtout, je pense, pour des raisons de personnalité – il est jeune, étourdi par le pouvoir, surmené, avec l'arrogance du bon élève qui donne des leçons -, mais le fait est que personne en France ni en Europe ne perçoit bien les racines du populisme que je viens de décrire, sauf Podemos en Espagne et...la Ligue du nord en Italie. Mélenchon, lui, pique un peu des deux côtés, tout en ressemblant plus à Salvini qu'à Iglesias en raison de sa culture paléo-socialiste et de son tempérament méchant.

De toute manière opposer le progrès, la technologie et la performance au populisme, c'est lui donner tout ce dont il a besoin pour se renforcer. Idem si on lui oppose l'Europe (en décomposition avancée).

Je crois qu'il est temps de comprendre qu'il y a des revendications et des plaintes authentiques dans le populisme et que les choses risquent encore de se dégrader dans un monde où d'un côté il y aura les gagnants performants du numérique et de l'autre les perdants de l'économie « ordinaire ». Macron a l'idéalisme du technocrate qui ne comprend pas que même si c'est rationnel, ça peut ne pas marcher. Il a aussi une vision idéaliste, « ricoeurienne », des communautés et ne voit pas que la citoyenneté, ça se construit à l'école et ça s'impose. Blanquer, de ce point de vue, voit beaucoup plus juste. Hélas, il nous faudrait beaucoup de Blanquer.